



Le Canada est «en guerre» avec la Russie, déclare une conférence de haut niveau à Ottawa

Par [Roger Jordan](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2020

[wsws.org](#) 9 mars 2020

Région : [Le Canada](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les principaux responsables du ministère de la Défense et les hauts gradés de l'armée canadienne ont profité d'une conférence de l'Institut de l'Association canadienne de défense (CDAI) à Ottawa la semaine dernière pour réclamer des dizaines de milliards de dollars de dépenses militaires supplémentaires pour préparer les guerres à venir.

Tenue sous le titre «Comment positionner le Canada dans un monde de conflits entre grandes puissances», la conférence s'est concentrée sur la menace stratégique que la Russie et la Chine représentent pour l'élite dirigeante du Canada. Pour contrer cette prétendue menace, les conférenciers ont appelé Ottawa à étendre son partenariat militaro-stratégique mondial déjà vaste avec l'impérialisme américain, et en particulier à la «modernisation» du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), une initiative conjointe du Canada et des États-Unis.

Le chef d'état-major de la Défense du Canada, le général Jonathan Vance, a invoqué un scénario cauchemardesque dans lequel le Canada est contraint de faire face à des attaques lancées par Moscou ou Pékin avec des armes de haute technologie auxquelles les systèmes radars actuels du NORAD, qui ont été modernisés pour la dernière fois pendant la guerre froide, sont incapables de faire face. «Nous sommes confrontés à de nouveaux missiles conventionnels plus avancés qui peuvent être lancés de plus loin, voyagent plus rapidement et sont plus maniables», a déclaré Vance. «Plus important encore, ils ont le potentiel de prendre en otage la direction de l'Amérique du Nord en période de conflit, sans parler de menacer notre capacité de production et nos infrastructures cruciales. Même une attaque modeste pourrait entraver ou paralyser la réponse canadienne à la crise - ou encore, nuire aux Canadiens ou aux infrastructures essentielles».

Les avertissements draconiens de Vance ont été repris par presque tous les autres conférenciers, les personnes présentes étant généralement d'accord pour dire que le conflit avec la Russie a déjà commencé. «Ce n'est pas une période de l'entre-deux-guerres. La guerre est en cours», a affirmé Frederick Kagan, chercheur résident à l'American Enterprise Institute. «Le principal défi est notre propre incapacité à reconnaître que nous sommes impliqués dans un conflit de grande envergure avec la Russie».

Le gouvernement Trudeau a déjà considérablement intensifié la préparation de l'impérialisme canadien au conflit des grandes puissances lorsqu'il a déposé une nouvelle politique de défense nationale en 2017 qui a motivé une augmentation de 73 % des dépenses militaires d'ici 2026. Dans un discours au Parlement présentant la nouvelle politique, la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Chrystia Freeland, un faucon de

guerre anti-russe notoire, a mis l'accent sur la participation du Canada aux deux guerres mondiales impérialistes de la première moitié du XXe siècle. Elle a proclamé que cette histoire montre que la «force dure», c'est-à-dire la capacité de faire la guerre, a toujours fait partie de la politique étrangère du Canada et doit le rester à l'avenir.

Les nouvelles dépenses militaires sont utilisées pour acheter une nouvelle flotte d'avions de chasse, moderniser les sous-marins canadiens, construire une nouvelle flotte de navires de guerre et obtenir d'autres systèmes d'armes modernes, y compris des drones armés. Ce programme de réarmement massif est soutenu par l'ensemble de l'establishment politique, y compris les néo-démocrates, qui ont mené une campagne électorale l'automne dernier basée sur la nécessité de dépenser des dizaines de milliards de dollars supplémentaires pour les forces armées.

En outre, le gouvernement Trudeau a intégré davantage les forces armées canadiennes dans les opérations militaires agressives de l'impérialisme américain dans le monde entier, de la guerre en cours en Syrie et en Irak à l'énorme renforcement militaire dirigé par l'OTAN contre la Russie en Europe de l'Est et dans les États baltes, en passant par l'expansion des opérations navales dans la région Asie-Pacifique visant à encercler et à isoler la Chine.

Toutefois, les discussions en cours vont bien au-delà de ce qui a déjà été mis en œuvre. Les conférenciers ont clairement indiqué que la modernisation du NORAD, qu'ils considèrent comme inévitable, n'avait pas été chiffrée dans la hausse des dépenses militaires de 2017 et nécessiterait des dizaines de milliards de dollars d'investissements supplémentaires.

La ministre adjointe de la Défense, Jody Thomas, l'a expliqué très clairement, déclarant que la politique de défense nationale de 2017 était désormais obsolète. «Le monde change plus vite que ce que nous avons prévu lorsque nous avons présenté notre politique de défense», a-t-elle fait remarquer dans son discours à la réunion.

Les déclarations de Thomas ont été confirmées par le lieutenant général Christopher Coates, commandant adjoint du NORAD. «L'Amérique du Nord n'est plus un refuge», a déclaré Coates. «La Russie et d'autres pays sont engagés dans une course incontrôlée à la domination dans divers domaines... Les actions et les capacités de la Russie sont une grande partie de ce qui pousse au changement.»

La conférence de la semaine dernière marque le point culminant d'une longue campagne menée par des personnalités américaines et canadiennes de premier plan en matière de politique militaire et de défense pour que des ressources financières sans précédent soient mises à la disposition des forces armées. En novembre dernier, lors du Forum international sur la sécurité de Halifax, des responsables de la politique de défense américaine, dont le conseiller à la sécurité nationale de Trump, Robert O'Brien, ont demandé sans ambages que le Canada se rapproche immédiatement de l'objectif de l'OTAN consistant à consacrer 2 % de son PIB aux dépenses militaires. O'Brien a également mis en garde le Canada contre les conséquences d'un manque de fermeté à l'égard de la Chine en déclarant que toute implication du géant technologique chinois Huawei dans le réseau 5G du Canada entraînerait une dégradation du partage des renseignements entre Washington et Ottawa.

Lors d'une conférence sur l'avenir de NORAD organisée par le Canadian Global Affairs Institute fin janvier, le commodore Jamie Clarke, directeur adjoint de la stratégie de NORAD, a souligné que la planification d'une guerre avec la Russie avait atteint un stade très avancé. Abordant les capacités spécifiques du Système d'alerte du Nord de NORAD, une

chaîne de stations radars situées dans l'Arctique canadien, Clarke a déclaré: «Actuellement, le Système d'alerte du Nord ne peut pas identifier et suivre les bombardiers russes à longue portée avant leurs points de lancement de missiles ou leurs survols de la région arctique. Pourtant, ce système, qui entre dans sa quatrième décennie de service, est le système sur lequel nous comptons chaque jour».

Vance a également abordé le thème de la défense continentale dans son discours à la Conférence sur la sécurité et la défense du CDAI la semaine dernière. Soulignant l'importance du rôle du Canada dans l'Arctique, il a déclaré: «Ce qui me préoccupe de plus en plus, c'est l'Arctique comme voie d'approche.

Les Forces armées canadiennes ont pour mandat de dissuader et de vaincre les menaces qui pèsent sur l'Amérique du Nord et qui pourraient traverser les eaux et l'espace aérien arctiques dans les années à venir. Nous devons être en mesure d'assurer la sécurité de l'Arctique, que ce soit une région, un lieu ou une voie d'approche. Pour ce faire, il faut renforcer les partenariats interagences et multinationaux, accroître les capacités de surveillance et les capacités militaires, et améliorer notre capacité à baser, projeter et maintenir des forces dans le Nord. Cela nécessite de nouvelles approches de l'assurance de la souveraineté qui tiennent compte de la nature multidomaines bien réelle des conflits».

Pris ensemble, les commentaires des principaux militaires canadiens et des fonctionnaires du ministère de la Défense constituent un plan pour un vaste programme de réarmement qui fera passer les dizaines de milliards de dollars de nouvelles dépenses dévoilées en 2017 pour un modeste acompte. Cela impliquera également de revoir la participation du Canada à une version améliorée du bouclier de défense contre les missiles balistiques dirigé par les États-Unis, une initiative qui vise à créer les conditions pour mener une guerre nucléaire «gagnable».

Cette folle campagne de guerre, qui met en danger la vie de milliards de personnes dans le monde, est vendue comme une croisade pour les droits de l'homme. Les conférenciers ont évoqué à plusieurs reprises l'engagement du Canada en faveur de «l'État de droit», un euphémisme pour l'ordre mondial dominé par l'impérialisme américain qui a émergé de la Seconde Guerre mondiale et qu'Ottawa est déterminé à maintenir par la force militaire.

L'élite dirigeante a l'intention de faire progresser ses intérêts prédateurs au pays et à l'étranger en s'attaquant à ce qui reste des droits sociaux des travailleurs et des services publics, de manière à détourner les ressources de la société vers le réarmement et d'autres réductions d'impôts massives pour les grandes entreprises, les riches et les super-riches.

C'est pourquoi le gouvernement Trudeau, invoquant la nécessité de l'«unité nationale» – la même justification utilisée par la classe dirigeante partout dans le monde pour exiger le soutien au militarisme agressif et à la guerre – s'aligne de plus en plus ouvertement sur les gouvernements provinciaux les plus à droite du Canada depuis des décennies. Les progressistes-conservateurs de Doug Ford en Ontario, la Coalition Avenir Québec de François Legault, les conservateurs unis de Jason Kenney en Alberta et le gouvernement de droite de Scott Moe en Saskatchewan ont été chargés d'économiser des dizaines de milliards de dollars grâce à des mesures d'austérité afin que les fonds consacrés à l'éducation, aux soins de santé et aux services sociaux puissent être réorientés vers l'achat de drones armés, de missiles, d'avions de chasse et de navires de guerre.

Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWWS, le 9 mars 2020

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Roger Jordan](http://wsws.org), wsws.org, 2020

Articles Par : [Roger Jordan](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca